

L'annus horribilis des étudiants étrangers en France

Entre la précarité et la solitude dues à la crise sanitaire, ces jeunes terminent à grand-peine l'année

Danielle Monsef Aboubd, étudiante libanaise de 25 ans, venue en France suivre un master à AgroParisTech, repasse le fil des épreuves que la crise sanitaire lui fait traverser depuis plus d'une année : un emploi qui disparaît avec le premier confinement, des revenus qui se tarissent, une vie sociale qui s'étirole, la menace de se retrouver sans logement, une famille éloignée, l'échéance d'un visa qui s'approche à grand pas. Rien ne va. Ni la volonté de réussir ni les compétences qu'elle a acquises ne sont récompensées. «*Heureusement, en France, les églises sont toujours ouvertes. M'y poser me redonne un peu de foi*», assure la jeune femme, assise sur un banc de pierre de la Cité internationale universitaire de Paris.

Si nombre d'étudiants ont souffert de difficultés matérielles et psychologiques pendant cette année de pandémie, il est un groupe qui, au fil des enquêtes, semble avoir encore plus pâti des restrictions et des contraintes liées à cette crise : les étudiants étrangers. Ces jeunes – ils sont environ 358 000 en France – cumulent, en effet, les difficultés : éloignement familial, isolement, non-éligibilité à certaines aides ou méconnaissance de celles auxquelles ils auraient droit... Comme les autres étudiants, beaucoup ont été confrontés à de grandes difficultés pour décrocher un job d'appoint permettant de financer leur quotidien, nombre de ces emplois ayant disparu. Une situation d'autant plus compliquée quand leurs familles restées dans leurs pays, elles-mêmes touchées par la crise, ont diminué voire supprimé leur soutien financier.

30 000 paniers alimentaires

D'après une enquête menée par l'Observatoire national de la vie étudiante (OVE) auprès de 6130 personnes, 23,1 % des étudiants étrangers interrogés n'ont pas mangé à leur faim pendant le premier confinement et 47 % ont rencontré plus de difficultés financières qu'en temps normal, contre 12,3 % des étudiants français. Créée par des étudiants de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, l'association Co'pi Solidarités étudiantes, qui organise des distributions alimentaires, a mené une enquête d'octobre à décembre 2020 auprès d'un panel de 1122 bénéficiaires de colis alimentaires : 63 % étaient des étudiants étrangers.

Le symptôme le plus visible de la précarité exacerbée qui touche les étudiants étrangers, ce sont les files d'attente sur les points de distribution alimentaire. Dès avril 2020, lors des premières semaines du premier confinement, le Secours populaire, les Restos du cœur organisent des distributions pour les étudiants. Des dizaines de mètres de file d'attente se forment devant les résidences des Crous. Parallèlement, les épiceries solidaires étudiantes Agoraé fonctionnent à plein régime : 30 000 paniers de denrées alimentaires et de produits d'hygiène ont été distribués depuis une année. «*Le nombre de nos bénéficiaires a doublé*, compte Bérangère Poncet,

présidente de l'Association générale des étudiants de Paris (Agep), et 75 % d'entre eux sont des étudiants internationaux.»

Le 1^{er} septembre 2020, le gouvernement annonce la mise en place de repas à 1 euro pour les étudiants boursiers dans les restaurants universitaires enfin ouverts. La mesure est étendue aux non-boursiers, parmi lesquels figurent nombre d'étrangers, le 21 janvier. «*Le gouvernement a mis six mois pour se rendre compte de la situation. Il y a des trous dans la raquette de leur système d'attribution d'aide. Les étudiants internationaux en avaient besoin en priorité*», observe Bérangère Poncet.



ANNA WIANDA GOGUSEY

« En novembre, j'ai traversé le mois avec 30 euros. Je vais à l'aide alimentaire. Je surviv »

NARDIOUF SJELIN NSANA
étudiant congolais
en master de santé publique

Les Crous ont distribué, depuis septembre, 8 millions de repas. Mercredi 12 mai, ils sont une cinquantaine d'étudiants à se glisser silencieusement dans une file au pied de la cité universitaire Jean-Zay, à Antony (Haut-de-Seine). La distribution de denrées est organisée par le conseil départemental, avec l'aide de la Banque alimentaire et de l'association Le Chaînon manquant. Nardiouf Sjelín Nsana, 29 ans, originaire de la République du Congo, en master de santé publique, aide à décharger les camionnettes. Il dispose sur trois tables des packs de lait, des bouteilles d'eau gazeuse, des carottes, des oignons, des pommes, du houmous, des boîtes de

sardines... Puis il prend une place dans la file. Ce qui manque le plus au jeune homme, «*c'est du travail*», explique-t-il. Sans bourse ni aide familiale, il reçoit une aide de la CAF pour payer son loyer et travaille habituellement pour des agences d'intérim. «*J'ai cessé d'obtenir des missions lors du premier confinement. J'ai alors dû m'endetter pour subvenir à mes besoins. L'été dernier, j'ai pu gagner un peu d'argent.*» Mais la deuxième vague de l'épidémie a tari les offres de missions et ses minces sources de revenus. «*Je vis habituellement avec 100 ou 200 euros par mois. En novembre, j'ai traversé le mois avec 30 euros. Alors je vais à l'aide alimentaire. Je surviv.*»

A cette extrême précarité matérielle s'ajoute souvent, pour les étudiants étrangers arrivés en France entre deux confinements, une extrême solitude. Maria Andrea de La Torre, Mexicaine de 28 ans, en licence de danse, arrive à Paris en septembre 2020. «*Dans mon pays, j'ai été confinée de mars à septembre. Quand j'arrive en France, les premières semaines sont formidables. Je découvre les musées, les expositions, je commence à me faire des amis et bim! Je me retrouve, fin octobre, à nouveau confinée entre quatre murs. J'ai eu une forte sensation d'oppression.*»

Aide financière

Les universités sont fermées et la promesse d'une année dans une ville ouverte et cosmopolite n'est pas tenue. «*Je suis seule, je travaille seule, je mange seule*», résume Danielle, l'étudiante libanaise. «*Pendant des mois, le lien social a été suspendu*, analyse Sharon Barragan, Vénézuélienne de 24 ans, également en licence de danse à l'université Paris-VIII. *Aller au contact des autres a pris du temps.*»

Malgré la dureté de cet «*annus horribilis*» sous Covid-19, ces étudiants étrangers se disent reconnaissants du soutien dont la plupart ont pu bénéficier. Quand Nardiouf s'est retrouvé dans l'impossibilité de payer ses frais pédagogiques, son université a échelonné sa dette. Maria Andrea s'étonne : «*Je reçois gratuitement des colis alimentaires, une aide financière du Crous et, quand j'ai été dans l'impossibilité de payer mon loyer, j'ai reçu une aide de mon université. Mon pays ne donnera jamais rien pour les étudiants.*»

Tous attendent de ne plus avoir à tendre la main et sont impatients de regagner leur indépendance. «*J'ai tellement été freinée, tellement été empêchée depuis plus d'une année, j'ai l'impression d'être retenue pas un immense élastique. Quand cette crise cessera et que l'élastique va céder, je vais tout arracher*», assure Danielle. Une promesse de vie par tous partagée. ■

ÉRIC NUNÈS

Le voyage immobile des jeunes Français en « immersion internationale »

C'EST UNE PÉRIODE QUI MET DES PAILLETES dans la vie des étudiants des grandes écoles. Un temps de liberté et de dépaysement, loin de la routine du campus, de la famille. Les mois d'«*immersion internationale*» sont généralement à l'antipode de la première année de master, les étudiants ont déjà un peu d'expérience, de maturité.

Pour Marine Lecuyer, 21 ans, étudiante à Neoma Business School, le second semestre 2021 est prévu au sein de l'université de Penang en Malaisie. «*Le programme prévoit trois jours de cours pour quatre jours de week-end, précise la jeune femme. J'ai pensé voyager partout en Asie : le Vietnam, Bali, Hongkong, Singapour, le Cambodge. Il y a tant de choses à découvrir, cela doit être une expérience de dingue!*» Mais patatra... Courant janvier, un courriel de l'université malaisienne lui notifie qu'elle pourra bien suivre le cursus choisi, mais, du fait de la crise sanitaire, en distanciel. C'est chez ses parents, dans sa chambre d'enfant, dans les Hauts-de-Seine, que l'étudiante se lève, parfois très tôt, pour suivre ses cours avec six heures de décalage horaire. Comme Marine, ils sont des milliers d'étudiants à avoir été contraints de troquer une année ou un semestre de mobilité internationale contre des cours en visioconférence. «*C'est violent*», résume l'étudiante.

«*Je ne me voyais pas faire un voyage en Europe, alors j'ai choisi l'Australie*», raconte Christiane Aymon, 21 ans, étu-

diant à l'école de management Léonard-de-Vinci. Direction l'université technologique de Sydney, une ville qu'elle imagine à l'antipode de son quotidien. «*Je voulais être loin, très loin de mon environnement pour avoir l'expérience la plus forte possible, vivre une aventure hors du commun.*» Le grand départ est prévu pour l'été 2020, mais, au printemps, un message de l'université australienne informe Christiane «*que les conditions sanitaires ne sont pas réunies*» pour pouvoir l'accueillir. Lors de l'été 2020, le voyage est seulement repoussé à février. «*Je me suis projetée pendant un an sur un voyage qui n'a pas eu lieu*», déplore l'étudiante, qui suit son cursus à distance, chez ses parents dans le Val-d'Oise. Les cours commencent à 5 heures du matin, heure française.

Routine éreintante

Avaler des heures de cours dans une langue étrangère, dans des créneaux horaires improbables, réclame une bonne dose d'abnégation. Léon Loewenguth, 21 ans, étudiant à Montpellier Business School, prépare, début 2020, une année dans une université partenaire de son école, à Barranquilla en Colombie. Hispanophone, il envisage de passer une année en Amérique du Sud pour décrocher un double diplôme qui pourra lui ouvrir les portes de plusieurs Masters of Business Administration (MBA) en Amérique du Nord et en Asie. «*Je me suis attelé*

pendant l'hiver 2020 à remplir toutes les démarches administratives, passeport, visa, vaccin... avec une seule hâte, celle de partir.» Lui aussi restera chez ses parents. Pour rythmer sa vie confinée, il travaille dans un supermarché local. Il se lève à 4 h 15, embauche une heure plus tard. Les cours en ligne commencent à 13 h 30, se terminent parfois à 2 h 30. «*Le mardi, c'est à 3 h 30, précise-t-il. Je dors quand je peux, quand j'ai des trous.*» L'année de rêve s'est métamorphosée en cauchemar.

Emilien Ruellan, 23 ans, en année de césure à Neoma Business School (Rouen), prévoyait un long séjour à Penang, en Malaisie. Aujourd'hui, sa journée commence à 4 heures, dans sa chambre, avec un cours de «*marketing numérique*», puis à 5 heures, c'est «*comportement client*», et cela se poursuit jusqu'à 10 ou 11 heures. Il doit jongler avec un stage en entreprise de six mois où il collabore à la création de... formations en ligne. «*J'ai vu une occasion d'ajouter à mon cursus une expérience professionnelle.*»

Tous, en raison de cette «*année Covid*», expriment le regret de ne pas avoir vécu «*l'expérience inoubliable*» qu'ils attendaient et la lassitude d'une routine éreintante. Mais ils soulignent aussi leur satisfaction d'avoir pu, malgré tout, valider leur année pour tourner définitivement la page et rebondir, vite. ■

E.N.